

## DÉCLARATION DE SILVANIA

Aux peuples du monde,  
Aux mouvements, autorités et communautés afro et indigènes de Colombie et du reste du monde,  
Aux défenseur·euses sociaux et environnementaux de la vie et du territoire,  
Aux organisations, réseaux et collectifs de solidarité du Sud et du Nord,  
Aux gouvernements autonomes et aux dirigeant·es qui s'engagent en faveur de la justice sociale et climatique,  
Aux jeunes, des graines d'espoir,  
Celles et ceux qui sont persécuté·es ou emprisonné·es parce qu'ils sont ce qu'ils sont ou parce qu'ils se battent pour ce qu'ils défendent,  
À elleux, ceux qui n'abandonnent jamais,  
À toutes celles qui ont été privé·es de leur vie pour avoir osé résister,  
À ceux qui nous manquent,

On dit que l'une est la parole du jour et l'autre celle de la nuit. L'une est prononcée avec la voix que nous gardons derrière nos yeux ; l'autre naît du silence de la terre, de la chaleur du feu, de la poitrine et du cœur. Ces mots sont prononcés suivant leur propre rythme et manière. Chacun est entendu différemment, selon les lieux et les moments. Mais l'une et l'autre paroles se partagent et se tissent dans nos douleurs, nos rêves et surtout nos résistances.

Maintenant, depuis l'épine dorsale des Andes qui relie le cœur et les poumons du monde, depuis les hauts plateaux de Cundinamarca-Boyacá, territoire ancestral Mhuysqua des eaux et des montagnes sacrées, après avoir partagé la parole pendant plusieurs nuits et jours, nous vous apportons ceci, notre voix collective :

**Premièrement** : suivant la voie de la défense de la vie esquissée dans le Manifeste de Bâle par la Coalition Globale des Peuples face à l'Extractivisme, nous nous engageons à progresser vers l'éradication de tous les types d'extractivisme, et vers le démantèlement et la transformation radicale du système politique, corporatif et financier qui le soutient. À cette fin, nous considérons qu'il est impératif d'affronter les acteurs, les institutions et les mécanismes de ce système qui détruit aujourd'hui notre planète, dépossédant et violant nos corps, nos communautés et nos territoires, et perpétuant l'extermination physique et culturelle des peuples. Nous luttons donc pour la récupération populaire du crédit et la réappropriation démocratique et communautaire de ce que certains appellent "ressources" et que nous appelons depuis longtemps : la terre, l'eau, le vent et la nourriture que nous sommes, que nous soignons et que nous aimons.

**Deuxièmement** : notre plateforme globale, composée de défenseur·euses sociaux et environnementaux provenant des quatre coins de continents différents, marche à partir des réalités territoriales des peuples eux-mêmes, son sens est semé et grandit à partir de l'expérience et des besoins des communautés en résistance, sa raison d'être et sa possibilité de s'épanouir en tant qu'articulation locale, nationale et internationale, vient et dépend de la capacité d'écouter, d'accompagner et de promouvoir la régénération et la vie de ces peuples, de ces communautés, de ces territoires.

**Troisièmement** : nous reconnaissons et soutenons la lutte digne des mouvements indigènes pour la protection, la défense et l'entretien des systèmes de connaissance et des structures de gouvernance propres aux peuples indigènes, ainsi que l'appel au renforcement de nos lieux et pratiques spirituels ici et dans le monde entier. Ces luttes sont aussi les nôtres.

**Quatrièmement** : nous soutenons les organisations de la société civile et les mouvements populaires du monde entier engagés dans la protection et la défense de la vie des peuples et de la planète. En particulier, nous soutenons la lutte du peuple Colombien qui, en descendant dans la rue, ouvre aujourd'hui la possibilité d'un changement dans les structures de son

gouvernement, et nous soutenons la décision de cette administration de donner la priorité à la lutte contre la déforestation de l'Amazonie et d'autres territoires riches en biodiversité, ainsi que l'engagement de soutenir et de promouvoir le Traité de Non-Prolifération des Combustibles Fossiles et de dénoncer la complicité des institutions financières dans la dévastation de l'environnement et la catastrophe climatique. Nous exhortons les autres à suivre et à renforcer cette voie.

**Cinquièmement** : nous nous engageons à nous articuler à partir du niveau local pour tisser et renforcer des alliances globales avec les personnes, les organisations, les réseaux, les communautés et les collectifs qui convergent, à partir de leurs propres lieux, manières et perspectives, avec ce chemin que nous traçons maintenant collectivement. Comme premiers pas dans cette direction, nous demandons la création de mesures de régulation financière aux niveaux national et international pour empêcher l'expansion et la perpétuation de l'extractivisme fossile ; nous soutenons également les demandes d'annulation inconditionnelle des dettes des pays du Sud ainsi que la fin de l'impunité des entreprises par le biais d'un traité contraignant pour les entreprises transnationales concernant les droits de l'homme.

**Sixièmement** : Nous remettons en question toute forme d'extractivisme, qu'il s'agisse des mines de charbon et des puits de pétrole, des minéraux critiques, rares ou stratégiques ou des marchés du carbone avec leurs crédits carbone et leurs actifs de compensation. Nous dénonçons l'expansion de l'économie verte qui progresse aujourd'hui en intensifiant la marchandisation de la nature et en détruisant nos communautés et nos écosystèmes sur l'ensemble de la planète.

**Septièmement** : Nous recherchons et encourageons une convergence et une collaboration globales, intergénérationnelles et intersectionnelles avec tous les secteurs engagés de la société civile pour faire pression sur les gouvernements nationaux et leurs institutions politiques et financières afin qu'ils garantissent les droits démocratiques fondamentaux et qu'ils cessent de cacher et de perpétuer la persécution de la résistance et la violation des droits de l'homme et de l'environnement.

**Huitièmement**, nous défendons l'autodétermination et l'autonomie des peuples et soutenons la création de mécanismes juridiques solides pour garantir le droit des communautés à un consentement libre, préalable et éclairé, ainsi que le droit de dire non à l'invasion et à la destruction de leurs territoires.

**Neuvièmement**, nous saluons la possibilité d'accompagner la génération de propositions alternatives des peuples dans le cadre de la COP16, et nous nous engageons à organiser des actions et des campagnes de dénonciation, de pression et de plaidoyer international face au G20 en novembre de cette année.

**Dixièmement** : Nous appelons les peuples, nos grands-mères et nos grands-pères, les mouvements de femmes, les travailleuses organisées, les communautés indigènes et afro, les communautés affectées de paysannes, de pêcheuses et de personnes qui ont été dépossédées ou qui ont perdu leurs territoires, les dirigeantes politiques engagées, les partis et les groupes antifascistes, les minorités marginalisées, les peuples, les nations et les communautés non représentés, les scientifiques, les artistes, les avocates et les autres personnes engagées à adopter cet agenda et à s'unir pour affronter le passé et le présent de l'extractivisme colonial. Nous les exhortons à réclamer le crédit pour le bien commun, en soutenant les alternatives de moyens de subsistance locaux aux États capturés par le pouvoir des entreprises, et avancer vers la transformation démocratique, c'est-à-dire le remplacement ultime des institutions qui fonctionnent de facto comme le cœur du capitalisme transnational.

*Pour la défense collective de nos communautés et de nos territoires, pour nos peuples, pour la vie,*

Silvania, Cudinacamarca, Colombie

24/Mai/2024

Coalition mondiale des peuples contre l'extractivisme

*Du 20 au 24 mai 2024, la Coalition Globale des Peuples contre l'Extractivisme (CGPE) s'est réunie à la Finca Java Liviana, le centre de pensée de l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC), afin de concrétiser un agenda commun de mobilisation à court, moyen et long terme pour faire face à l'extractivisme transnational et avancer vers la transformation radicale du système politique, corporatif et financier qui détruit notre planète, nos communautés, nos corps et nos territoires.*

*La CGPE est un processus collectif composé d'une pluralité de mouvements indigènes, d'organisations de la société civile, de dirigeants communautaires et de défenseurs sociaux et environnementaux de plus de 30 pays dans le monde qui luttent pour la récupération populaire du crédit et la défense de la vie.*